

Négos du secteur public

Aucun gel, mais des hausses très graduelles

Salvet, Jean-Marc

Le gouvernement Charest propose 0,5 % d'augmentation salariale aux employés du secteur public pour la première année de leur prochain contrat de travail, a appris Le Soleil. Il souhaite leur offrir 0,75 % la deuxième année, 1 % la troisième, 1,25 % la quatrième et, finalement, 1,5 % la cinquième.

Selon nos informations, ce sont donc cinq points des 7 % d'augmentation de la "masse salariale globale" mis sur la table le 1er décembre par la présidente du Conseil du trésor qui iront aux hausses de salaire à proprement parler.

Les négociateurs de l'État employeur et leurs vis-à-vis syndicaux se sont réunis hier à Québec. Ils ont convenu de n'émettre aucune déclaration publique sur l'objet de leurs pourparlers.

Le Soleil a néanmoins appris que les représentants du Front commun syndical ont obtenu les précisions qu'ils réclamaient depuis quelque temps sur les offres gouvernementales.

Ils connaissent désormais la progression des augmentations de salaire que le gouvernement Charest se propose de verser aux salariés du secteur public. Ils savent également maintenant que tout gel a été écarté, même pour la première année de la prochaine convention collective.

C'est une crainte dont certains syndiqués avaient fait part lorsque la ministre Monique Gagnon-Tremblay avait présenté son offre de 7 % sur cinq ans.

La présidente du Conseil du trésor avait alors précisé que sa proposition devait non seulement couvrir les augmentations salariales, mais aussi l'ajout probable de personnel dans le réseau de l'éducation, dans certaines sphères de la santé, ainsi que les obligations gouvernementales en matière d'équité salariale et, enfin, les aménagements au régime de retraite.

Des leaders du Front commun se demandaient si cette offre ne se traduirait pas "par un gel salarial pendant plusieurs des cinq années".

Le gouvernement réserve finalement deux points de ces 7 % à l'équité salariale et à ses autres obligations.

Jusqu'ici, le "climat est bon et les deux parties collaborent", dit-on. Les négociateurs ont même convenu de se rencontrer toutes les semaines jusqu'à la fin février.

En dépit des précisions obtenues hier par le Front commun, les offres gouvernementales sont encore très loin des demandes qu'il a formulées au nom des 475 000 salariés du secteur public qu'il représente. Il réclame 11,25 % d'augmentation sur trois ans. "Au moins, les choses sont plus claires, a confié une source. Les négociations vont vraiment pouvoir commencer."

